

[Texte]

Second, I honestly believe, and this may fly in the face of conventional wisdom, that Canadian banks are interested in financing exports, that it is not a question of getting them interested in doing it. I think it is a question of removing some impediments to their doing it. It is a fact of life that they will not lend against foreign government receivables, even so-called stable governments like Britain and the U.S. From what I am told, it is because they get themselves involved in some kind of legal nightmare in the event of a bankruptcy dealing with all kinds of different legal jurisdictions. So, the question is much more one of ensuring rather than encouraging. Apparently, according to the banks again, and you can take their testimony for what it is, it is just too risky for them to finance foreign receivables. They are not going to do it. It is not the question of encouraging them or patting them on the back or anything else, it is just a straight question of risk.

**Mr. Bennett:** One of the chief factors, Mr. Roy, is the large foreign ownership and the fact that 70 per cent of our trade is north-south and that branches buy from parents. Quite often, one of the problems our members have up here, and one of the things that makes our market so easy to penetrate, is that some of the large multinational—and I know over the years you have all heard from the automotive parts manufacturers on subjects like this—branch plants here do not buy from small Canadian suppliers even if they happen to be located next door, they buy from the small American suppliers that supply head office. So, consequently, tariffs are not the answer.

Our members get very few complaints about the fact that our tariffs are low. What we do get is the fact that they are dealing with one of the large multinationals and they are basically just not allowed to quote.

**M. Roy:** Supposons que la société nationale de commerce identifie des secteurs spécifiques pour justement aider le marché de l'exportation et que dans le conseil d'administration de cette société nationale de commerce, on retrouve exclusivement l'entreprise privée. Supposons qu'on ait la formation au niveau des ingénieurs consultants et les institutions financières comme actionnaires au niveau de cette société. Et, à titre d'exemple, un secteur comme les Communications pourrait être un secteur désigné pour débiter dans cette société nationale de commerce. Également, on aurait le public comme actionnaire pour représenter un organisme privé et au sein duquel les institutions financières seraient actionnaires.

Ne pensez-vous pas que ce serait peut-être une façon d'intéresser les institutions financières à participer au commerce pour l'exportation des produits canadiens?

Vous avez dit que le marché canadien était lucratif et qu'il était également très facile pour les sociétés étrangères d'y pénétrer. Est-ce que vous voulez dire que le système de

[Traduction]

des profits et pertes ou à une autre personne une somme qui est portée au débit de tout autre genre de compte. Déjà, cela pose un problème.

En outre, je crois sincèrement, et il se peut que cela batte en brèche la sagesse classique, que les banques canadiennes sont intéressées à financer des exportations, qu'il ne s'agit pas de les inciter à le faire. Je crois qu'il s'agit uniquement de supprimer certains des obstacles qui les gênent. C'est un fait qu'elles ne consentiront pas un prêt garanti par la créance d'un gouvernement étranger, même s'il s'agit d'un prétendu gouvernement stable comme celui de la Grande-Bretagne et des États-Unis. D'après ce qu'on m'a dit, le refus est dû au fait que, dans le cas d'une faillite, elles sont engagées dans un embrouillamini juridique, étant donné les diverses sphères de compétence impliquées dans l'affaire. Il s'agit donc bien plus de leur fournir des garanties que de les encourager. De toute évidence, une fois de plus si l'on en croit les banques, et leur témoignage vaut ce qu'il vaut, il est trop risqué pour elles de financer des créances étrangères. Elles ne sont pas disposées à le faire. Il ne s'agit pas de les encourager à le faire, ni de les féliciter, ni quoi que ce soit, mais c'est tout simplement une question de risque.

**M. Bennett:** L'un des principaux facteurs, M. Roy, est le fait qu'une forte proportion des entreprises appartiennent à des intérêts étrangers ainsi que le fait que 70 p. 100 de nos échanges commerciaux sont des échanges Nord-Sud, et que les filiales achètent de leur société mère. Bien souvent, l'un des problèmes auquel nos membres doivent faire face et l'un des facteurs qui facilitent l'accès à notre marché est le fait que certaines des grandes multinationales—et je sais que, au fil des ans, vous avez tous entendu parler les fabricants de pièces d'automobiles à ce sujet—ont au Canada des filiales qui n'achètent pas de petits fournisseurs canadiens, même s'ils sont leurs voisins, mais achètent plutôt de petits fournisseurs américains qui vendront à leur société mère. Par conséquent, les tarifs ne résolvent pas le problème.

Nos membres ne se plaignaient pas tant du fait que nos tarifs sont peu élevés, mais plutôt de ce qu'ils ont affaire à une des grandes multinationales et que, par conséquent, il leur est tout à fait inutile de soumissionner.

**Mr. Roy:** Suppose the national trading corporation identifies specific sectors, precisely so as to help the export market, and only private enterprise is represented on the board of the national trading corporation. Suppose we have the training among consulting engineers and financial institutions act as shareholders in the corporation. As an example, a sector such as Communications could be made a designated sector so as to launch the national trading corporation. There would also be public shareholders representing a private agency in which financial institutions had shares.

Do you not think this could be one way of interesting financial institutions in taking part in the export trade for Canadian products?

You said that the Canadian market was lucrative and it was also very easy for foreign companies to penetrate it. Do you mean that the import tax system is too lenient? What